INSTITUT Thomas More

Note d'actualité 52
Septembre 2018

Chine-Afrique : au-delà des intérêts économiques, l'indifférence réciproque

Emmanuel Dubois de Prisque

La Chine se livre les 3 et 4 septembre, lors du sixième sommet sino-africain qu'elle organise à Pékin, à une rituelle opération de diplomatie et de relations publiques. Cependant, comme le montrent les chiffres des échanges commerciaux ou des investissements, les relations Chine-Afrique n'ont pas connu ces dernières années le développement que beaucoup leurs promettaient. Si des raisons conjoncturelles expliquent cette évolution, elle est aussi causée par une indifférence réciproque structurelle de plus en plus manifeste. Au-delà des discours officiels, la Chine et les pays africains restent focalisés sur leurs relations avec l'Europe et les États-Unis.

L'indifférence de la Chine à l'Afrique se trahit par la solennité pompeuse des hommages qu'elle aime à lui rendre. Tous les trois ans depuis 2000, Pékin s'efforce de réunir le plus de chefs d'État d'Afrique sub-saharienne possible autour de ses propres dirigeants, afin de rendre manifeste aux yeux du monde entier la nature bienveillante de sa puissance retrouvée. Et c'est avec la pompe habituelle que s'ouvre à Pékin le sixième Forum de Coopération Sino-Africain (FCSA) qui rassemble les 3 et 4 septembre 2018 une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernements du continent autour de Xi Jinping.

La presse officielle quant à elle redouble d'enthousiasme pour célébrer *« l'amitié sino-africaine »*, l'aide multi-sectorielle que fournit la Chine à l'Afrique et la *« première place »* de la Chine dans les échanges commerciaux avec le continent. Pékin vante aussi *« l'expérience »* de la Chine dans *« la lutte contre la pauvreté »* dont elle souhaiterait, par pure et simple générosité, faire profiter l'Afrique. Il faut s'attendre enfin à la rituelle avalanche de chiffres et de promesses en conclusion du sommet, promesses dont il sera bien difficile ces prochaines années de vérifier la tenue dans le maquis peu sûr des statistiques chinoises.

Mais d'un forum à l'autre, le sous-texte habituel de ces articles ronflants reste le même : la Chine et l'Afrique, ayant l'une et l'autre grandement souffert de la rapacité occidentale au cours de leur histoire, ne peuvent que s'entendre pour créer un monde plus juste et plus prospère. Il y a derrière la mise en scène des relations Chine-Afrique un puissant moteur qui n'est cependant bien sûr jamais évoqué par le rouleau compresseur de la propagande chinoise : le ressentiment à l'encontre des pays occidentaux dont ces deux régions du monde ont longtemps dépendu, et à de nombreux égards dépendent encore aujourd'hui plus que jamais. Implicitement, Pékin ne cesse d'opérer un contraste entre ce qu'aurait été la violente et injuste domination coloniale et postcoloniale de l'Occident en Afrique, et la bienveillance « naturelle » de la Chine (1). Les Chinois aiment à remonter aux voyages de Zheng He au XVe siècle, systématiquement présentés sous un jour aussi avantageux que fallacieux (2), en passant par la période de solidarité tiers-mondiste sous Mao Zedong, pour scénariser une bénéfique présence chinoise en Afrique à laquelle la puissance économique actuelle de Pékin donnerait les moyens de s'exprimer de façon concrète à travers des prêts, des projets d'infrastructures et même des investissements directs. La presse officielle chinoise s'efforcera donc comme à l'accoutumé de ne rien laisser filtrer de la réalité de l'évolution des relations Chine-Afrique.

Car au-delà de ce qui les unit dans leur ressentiment à l'encontre de l'Occident, et dans leurs complémentarités économiques, la Chine et l'Afrique peinent à établir des relations substantielles qui traduiraient un intérêt profond et structurel de la Chine pour l'Afrique, et de la Chine pour l'Afrique. En effet, tout dans les actions des acteurs chinois et africains trahit leur fascination persistante pour l'Occident : la Chine par la destination de ses étudiants, de ses investissements directs à l'étranger et des placements financiers de son élite ; l'Afrique par la destination de ses étudiants, des placements financiers de son élite, et plus largement de l'émigration toujours croissante de sa population. Si la Chine et l'Afrique partagent des intérêts économiques importants, elles partagent aussi plus profondément un désintérêt réciproque. Ce désintérêt qu'on pourrait qualifier d'ontologique limite en retour le développement de leurs relations dans tous les domaines, y compris économique.

De l'engouement chinois pour l'Afrique à l'indifférence réciproque

Cette indifférence réciproque a au fond de quoi surprendre. Après tout, dans la première décennie du millénaire, au moment où la Chine montait rapidement en puissance et où les projets entre la Chine et l'Afrique se multipliaient, il était aisé d'imaginer que ce phénomène entrainerait un bouleversement sans précédent pour le continent africain. Grâce à la Chine,

(1) Le président chinois XI Jinping et le Premier ministre Li Keqiang ont l'un et l'autre affirmé ces dernières années que l'agression et la guerre n'étaient pas « dans l'ADN » chinois.
(2) Pour comprendre ce qu'étaient les voyages de Zheng He, voir par exemple Howard F. French, *Everything Under the Heavens: How the Past Helps Shape China's Push for Global Power*, Knopf, 2017, chapitre 3, « The Gullet of the World » : « Le but de cette armada expéditionnaire était de transporter une armée qui par pure intimidation, une fois sur la terre ferme, pouvait soumettre n'importe quelle puissance qu'elle rencontrait ».

l'Afrique, continent *« oublié de tous »*, était enfin ramené *« dans la tectonique de la mondialisation »*. C'était ce que prétendaient deux journalistes aussi bien informés que Serge Michel et Michel Beuret il y a dix ans, lorsqu'ils publiaient un ouvrage très remarqué, *La Chinafrique, Pékin à la conquête du continent noir*. Dans cette remarquable enquête de terrain, ils décrivaient de façon vivante à leur lectorat, qui bien souvent découvrait à cette occasion le sujet, les formes diverses que prenait la présence chinoise en Afrique, et la rapidité avec laquelle les entreprises de l'Empire du milieu investissaient le continent. Ils concluaient leur propos sur une note optimiste. Ils estimaient que grâce à l'intérêt que la Chine portait dorénavant à l'Afrique, ce continent allait acquérir, tant aux yeux du monde qu'à ceux de ses propres habitants, *« une vraie valeur »*. L'attention portée par la Chine et ses entreprises au continent africain allait sortir l'Afrique des marges de la mondialisation et susciter un regain d'intérêt pour elle de la part des Occidentaux et d'autres acteurs. *In fine*, les Africains eux-mêmes allaient trouver dans cet intérêt une source d'estime de soi et de fierté. Bref, le désir d'Afrique de la Chine allait être imité par les autres, Africains compris et concluaient-ils, *« la ruée vers l'Afrique ne [faisait] que commencer »* **(1)**.

Avec le recul d'une décennie, force est de constater que ces pronostics ne se sont pas réalisés. En 2018, les mêmes éditions Grasset qui avaient publié *La Chinafrique* publiaient un essai plus fracassant encore du journaliste et universitaire Stephen Smith intitulé *La Ruée vers l'Europe*. Smith y décrit comment une fraction toujours croissante des forces vives des sociétés africaines est et surtout sera aspirée vers les mirages du continent européen. Les bouleversements démographiques et socio-économiques que connaît l'Afrique rendent de plus en plus attrayante la perspective de l'émigration dans les grandes métropoles africaines, puis dans les pays occidentaux. Les structures traditionnelles africaines sont mises à mal et l'horizon de l'innombrable jeunesse africaine est aujourd'hui sans limite. Loin de tourner leurs regards et leurs ambitions vers leur propre patrie comme le prédisait Michel et Beuret, les jeunes africains se sentent plus que jamais destinés à émigrer et à refaire leur vie loin de leur terre natale. En outre et à quelques remarquables exceptions, ces Africains s'intéressent bien peu à la Chine, malgré la rapidité de la croissance chinoise, source d'opportunités et de possibilités, et alors même que la croissance européenne est moribonde. La Chine, en multipliant les projets d'infrastructure en Afrique a accru la capacité des Africains à se déplacer. Mais c'est vers l'Europe, et plus largement vers l'Occident que regardent ces populations. La Chine réinvente les « routes de la soie », jusqu'en Afrique, c'est du moins ce qu'affirment ensemble dirigeants chinois et africains qui aiment à gloser sur leur avenir commun. Mais la réalité sera bien différente. Ces routes de la soie réinventées mèneront la jeunesse africaine à la réinvention de soi, loin du village natal, mais tout aussi loin de la Chine, vers l'Europe hospitalière et, si possible, vers l'Eden américain **(2)**.

Après la période euphorique des années 2000-2014, marqué par une immigration importante de Chinois vers l'Afrique, la multiplication des projets d'infrastructure et le développement des échanges fondé sur les exportations chinoises de produits manufacturés vers l'Afrique et la rapide augmentation des importations de matières premières vers la Chine, on pouvait

(1) Serge Michel et Michel Beuret, *La Chinafrique, Pékin à la conquête du continent noir*, Grasset, 2008, p. 326.
(2) Stephen Smith, *La Ruée vers l'Europe*, Grasset, 2018.

s'attendre à une montée en puissance des échanges dans tous les domaines entre le continent africain et la Chine. Or, il a suffi de quelques facteurs conjoncturels (baisse du cours des matières premières, renforcement de la répression à l'encontre des travailleurs clandestins en Chine), pour que se dégonflent les baudruches chimériques de la « Chinafrique ».

Les baudruches de la « Chinafrique »

En 2015, lors de la précédente édition du FCSA, les participants du Forum s'étaient engagés à ce que le commerce entre la Chine et l'Afrique, d'un niveau global de 220 milliards de dollars en 2014, soit porté à 400 milliards de dollars en 2020. Nous en serons sans doute loin puisque les échanges n'ont atteint que 170 milliards de dollars en 2017, avec 75,3 milliards d'importations chinoises en provenance des pays africains et 94,7 milliards de dollars d'exportations de la Chine vers l'Afrique. A titre de comparaison, rappelons que le commerce bilatéral de l'Allemagne avec la Chine représentait 230 milliards de dollars en 2017. Les investissements directs chinois en Afrique, malgré les mesures incitatives des gouvernements, restent à un niveau très bas. Ces investissements sont un bon indicateur de l'intérêt réciproque de la Chine et de l'Afrique car ils induisent par nature un degré d'implication beaucoup plus important que les seuls échanges commerciaux. Or, les investissements en Afrique représentaient 3% du total des investissements directs étrangers de la Chine en 2016, et ont chuté en pourcentage en 2017, en raison de l'engouement chinois pour l'Europe.

En outre, à l'exception peut-être de quelques rares pays (en particulier l'Éthiopie), où la dynamique de l'industrialisation et de la croissance est enclenchée, la Chine n'a pas aidé l'Afrique à s'industrialiser. L'industrie représentait 14% du PIB africain en 1980 et n'en représente aujourd'hui plus que 10%. Les « zones économiques spéciales » que le ministère du commerce chinois prétendait multiplier sur le continent en les gérant directement et y reproduire son « miracle » économique sont rares. On n'en compte que trois – en Zambie, au Nigéria et en Éthiopie –, auxquels s'ajoutent quelques zones franches créées par des entreprises chinoises (1). Mais, même à l'égard de ces zones franches, la désillusion est palpable : selon une analyse de Wang Hongyi, expert au sein de la très officielle académie chinoise des sciences sociales, une des principales raisons pour lesquelles ces zones peinent à décoller réside dans l'attitude des entreprises chinoises en Afrique qui est marquée par « *l'âpreté au gain, le non-respect de la parole donnée, et l'absence d'éthique* ». Il souligne aussi les carences du ministère du Commerce chinois, incapable d'inciter les entreprises chinoises en Afrique à respecter le droit et à faire preuve de responsabilité sociale (2).

---

(1) Données FMI. Voir Jean-Raphael Chaponnière, « Chine-Afrique, fatigue chinoise », *Lettre confidentielle Asie21-Fututribles*, septembre 2018.

(2) Un résumé et des extraits de ce rapport sont accessibles grâce à Thierry Pairault qui précise justement que « *si ces remarques étaient le fait d'un auteur occidental, elles seraient immédiatement taxées par la Chine d'attaques arrogantes émanant d'ex-puissances coloniales* ». Voir Thierry Pairault, « La Chine en Afrique et la question des parcs industriels », séminaire « Présences chinoises en Afrique », EHESS, Paris, 30 juin 2018, https://www.pairault.fr/sinaf/doc/pi2018.pdf.

Contrairement à toutes les attentes, depuis 2014, la Chine ne progresse plus guère en Afrique. Le nombre de Chinois présents en Afrique a commencé à stagner à environ un million de personnes dès 2013, voire à régresser. Dans certains pays tels que l'Angola, où la Chine est traditionnellement très impliquée, la communauté chinoise aurait baissé de 80% selon le spécialiste chinois Kai Xue. Selon le *Financial Times*, 150 000 Chinois auraient quitté ce pays entre 2013 et 2017, en raison de la crise du prix du pétrole (1). Dans l'Afrique du Sud voisine, qui compte la plus importante communauté chinoise du continent, l'insécurité qui frappe cette communauté dissuade l'émigration et entraîne un mouvement de retour vers la Chine, où les salaires ont en outre beaucoup progressé, ce qui n'incite plus guère les Chinois du Fujian (région traditionnellement tentée par l'émigration) à tenter leur chance en Afrique australe.

En Chine, malgré l'intense propagande sur l'amitié sino-africaine, les communautés africaines existantes, notamment à Canton, ont bien du mal à prospérer et à se développer. La Chine n'accorde que très peu de visa longue durée et les clandestins sont impitoyablement pourchassés. Selon les déclarations officielles chinoises, la communauté noire africaine de Canton voit même sa population reculer. Il y a plusieurs raisons à cela : la chute du volume du commerce bilatéral en est une. L'attitude de la police chinoise à l'égard des populations africaines installées en Chine en est une autre. Depuis 2014, la police chinoise a renforcé ses contrôles, et la répression à l'encontre des Africains sans papiers se fait féroce. En outre, et surtout, au-delà des relations d'affaires qu'Africains et Chinois sont susceptibles de nouer, l'attitude de la population chinoise à l'égard des clandestins africains n'est guère marquée par la tolérance et la générosité. Les conflits et bagarres entre Chinois et Africains sont fréquents. Obtenir un taxi pour un Africain vivant à Canton est une gageure. Il est même possible que le recul de la taille de la population africaine à Canton, qui pendant des années développaient le commerce entre la Chine et le continent africain, soit une cause et non seulement une conséquence du recul niveau du commerce entre les deux régions. Cet été, de nombreux hôtels à Canton ont même officiellement annoncé que sur ordre de la police locale il leur était dorénavant interdit de recevoir des clients africains. Après quelques articles dans la presse étrangère, les autorités chinoises ont nié être à l'origine de cette initiative qui risquait de compromettre l'opération de relation publique menée dans le cadre du FCSA (2).

(1) Tom Hancock, « Chinese return from Africa as migrant population peaks », *Financial Times*, 28 août 2017.
(2) Matthew Bosson, « Not Allowed To Receive African Guests': Discrimination At Guangzhou Hotels », *SupChina*, 8 août 2018.

Des réussites ciblées

Cette tendance générale ne doit cependant pas occulter certaines évolutions plus positives, mais très sectorisées et localisées. Certains grands groupes chinois continuent en effet d'avancer leurs pions en Afrique. C'est un fait bien connu, dans le domaine des infrastructures, la présence chinoise reste très importante, même si la concurrence d'autres puissances émergentes est de plus en plus vive : Inde mais aussi Brésil ou Turquie se montrent de plus en plus concurrentiels. Dans d'autres domaines aussi, les entreprises chinoises continuent de progresser. En 2014, les Africains consacraient 10% de leurs revenus à la téléphonie, beaucoup plus proportionnellement que les habitants des pays développés (1). Huawei et ZTE l'ont bien compris qui investissement avec méthode le continent. C'est aussi le cas de StarTimes, une entreprise chinoise bien implantée dans la fourniture d'accès à la télévision numérique dans de nombreux pays africains.

Au-delà des succès rencontrés par les entreprises privées chinoises en Afrique, dans certains domaines très ciblés, la coopération officielle entre la Chine et l'Afrique obtient aussi quelques bons résultats. La Chine vient de créer une agence centralisée d'aide au développement, et alors que sept des dix premiers pays récipiendaires de l'aide chinoise sont africains, une telle initiative ne pourra que favoriser la coordination et l'efficacité de l'aide chinoise à l'Afrique. En outre, depuis 2015, la Chine a significativement augmenté ses programmes de formations de professionnels africains. Mais ces programmes restent très ciblés sur un certain nombre de pays et dans des domaines limités. Au Rwanda, une entreprise chinoise, C&H Garments *« est devenue un acteur-clé dans les ambitions rwandaises d'accroissement des capacités productives du pays »* (2). Cette entreprise a ouvert une usine en 2015 qui a formé et emploie environ 1 500 Rwandais. Elle s'inscrit ainsi dans le cadre du programme du gouvernement rwandais de créer chaque année 200 000 emplois hors du secteur agricole.

Des acteurs qui restent fondamentalement marginaux l'un pour l'autre

Dans d'autres secteurs cependant, la contribution de la « formation professionnelle » avec des caractéristiques chinoise à l'émergence économique de l'Afrique est moins évidente. Un axe d'effort de la Chine concerne le secteur des médias. Une étude réalisée en Ouganda démontre que dans ce domaine les groupes médiatiques publics comme privés chinois multiplient les invitations de professionnels africains en Chine afin de « former » ces derniers à une appréhension correcte, c'est-à-dire favorable, de la Chine (3). Ce dernier exemple est révélateur de l'approche chinoise de l'Afrique : subordonnée à ses intérêts stratégiques et

(1) Stephen Smith, *La ruée vers l'Afrique, op. cit.*, p. 126.
(2) Janet Eom, Deborah Brautigam et Lina Benabdallah, *The Path Ahead: The 7th Forum on China-Africa Cooperation*, China-Africa Research Initiative, Briefing Paper n°1, 2018.
(3) *Ibid.*

économiques, l'action de Pékin ne prend pas en compte le point de vue de l'Afrique pour elle-même. Il lui suffit que les pays africains paraissent se féliciter de la qualité de leurs relations avec la Chine, et que les entreprises chinoises tirent suffisamment de bénéfices de leurs activités en lien avec le continent pour avoir le sentiment que tout va bien. L'Europe, dont le passé, le présent et l'avenir sont intimement liés à ceux de l'Afrique et à ceux de sa population, ne peut se permettre une telle focalisation sur ses intérêts les plus étroits.

Cette différence fondamentale se perçoit aussi dans le secteur de la sécurité et de la défense. La Chine a ouvert une base militaire à Djibouti en 2017. Avant cela, elle a déployé ses troupes dans le cadre de l'ONU au Sud Soudan en 2012, puis au Mali en 2013 dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Les forces chinoises, qui représentent environ 3% de la totalité des forces de la MINUSMA, jouent dans ce cadre *« un rôle surtout symbolique »* et vise surtout *« à démontrer la contribution de la Chine à la paix internationale et à la sécurité, en particulier en Afrique »* **(1)**. Alors que la présence française au Mali est d'ordre stratégique et vise à sécuriser une zone qui fournit d'importants contingents de l'émigration africaine vers la France, c'est pour la Chine un moyen de manifester sa « renaissance » et sa puissance retrouvée, mais aussi de gagner de l'expérience militaire dans la perspective de combats futurs liés à ses intérêts vitaux et du savoir-savoir dans la lutte impitoyable que Pékin mène contre le terrorisme islamique dans le Xinjiang. Dans l'un et l'autre cas l'Afrique n'est qu'un terrain de jeux, où seuls comptent la défense des intérêts économiques de la Chine.

Pour Pékin, les vrais enjeux sont ailleurs. La Chine conçoit sa trajectoire historique dans un rapport avec l'Occident qui pendant un siècle l'a « humilié » et sur lequel il lui faut prendre sa revanche, y compris en investissant massivement chez lui. L'Afrique ne joue dans ce cadre qu'un rôle périphérique, sans véritable importance. De même, si au nom du « sens de l'histoire », les élites africaines insistent sur le développement des relations avec la Chine, l'innombrable jeunesse des pays africains dément la pertinence de cette vision et ne considère la Chine comme que comme un partenaire lointain et périphérique. A tort ou à raison, ce sont les pays occidentaux aujourd'hui qui focalisent le désir de « réinvention de soi » de la nouvelle Chine et de la jeunesse africaine.

---

(1) Jean-Pierre Cabestan « China's Involvement in Africa's Security: the Case of China's Participation in the UN Mission to Stabilize Mali », *The China Quarterly*, 31 juillet 2018.

Emmanuel Dubois de Prisque est chercheur associé à l'Institut Thomas More, au sein du programme « Enjeux internationaux », chargé de la Chine (système politique et diplomatie chinoise), des relations Chine-Union européen-ne et de l'Asie orientale. Il a été traducteur et journaliste (rédacteur en chef du magazine *Asian Affairs* basé à Hong Kong). Entre 2014 et 2016, il a été chercheur invité à l'Institut de Relations Internationales de l'Université Nationale de Chengchi, à Taipei (Taïwan). Il est corédacteur-en-chef de la revue *Mondes chinois*.

Programme
Enjeux internationaux

Le Programme *Enjeux internationaux* décrypte, dans un contexte de fortes tensions internationales et d'accroissement des menaces pour notre continent, les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl, et faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, septembre 2018

Paris
20, rue Laffitte – F-75 009 Paris
+33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles
Avenue Walkiers, 45, B-1160 Bruxelles
+32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org